

# Que disent les médias sur l'immigration, en France et en Europe ?

*Interview avec Marie Moncada, post-doctorante au Centre d'études européennes et de politique comparée*

Bonjour, je m'appelle [Marie Moncada](#), je suis post-doctorante au Centre d'études européennes et de politique comparée, à Sciences Po, et je travaille sur le [projet européen BRIDGES](#).

## Sur quoi porte le projet BRIDGES ?

Le [projet de recherche BRIDGES](#) explore la manière dont les récits sur les migrations sont produits et dans quelle mesure ces récits contribuent à la polarisation de la société européenne.

Le récit est une histoire qui articule dans le temps une intrigue, des personnages archétypaux (des héros, des gentils, des méchants...) et une morale finale. En politique, l'intrigue s'apparente au problème et la morale de l'histoire, aux solutions à adopter. La fonction première des récits est ainsi de stimuler l'action publique en facilitant la compréhension d'un événement.

Ce projet est financé par la Commission européenne. Il a démarré en 2021 et réunit, pendant 3 ans, une quarantaine de chercheuses et chercheurs issus de 6 pays européens. L'équipe française se compose de Virginie Guiraudon, Hélène Thiollet, toutes deux chercheuses CNRS à Sciences Po, et moi-même. Nous avons travaillé sur la manière dont on traite de l'immigration en France, dans les médias notamment, mais aussi en politique et dans des documents administratifs plus techniques.

## Quels récits sur les migrations dans les médias français ?

Les résultats que je vous donne proviennent d'un rapport qui est [disponible en ligne, sur le site du projet](#). J'ai comparé la presse écrite nationale et locale, les journaux télévisés de TF1 et France 2, et Twitter. Cette analyse a été complétée par des entretiens avec des journalistes. Pour ce faire, j'ai sélectionné avec Virginie et Hélène trois événements :

- les traversées illégales du tunnel sous la Manche qui ont connu un pic médiatique en 2015, dans un contexte de « crise migratoire » en Europe ;
- la polémique du burkini de 2016 qui a été lancée par plusieurs arrêtés municipaux anti-burkini ;
- et enfin, l'attentat dans la basilique de Nice de 2020, qui a été commis par un jeune Tunisien arrivé illégalement en France seulement deux jours avant son acte.

Quels récits sont transmis dans les médias pour ces trois événements ?

En ce qui concerne les traversées illégales du tunnel sous la Manche, la presse écrite et la télévision tiennent un discours comparable : elles insistent sur les moyens déployés pour sécuriser le site. Elles mettent aussi l'accent sur les migrants décédés lors des tentatives d'intrusion, mais ces décès sont donnés de manière numéraire. La presse écrite et la télévision ne s'attardent pas sur le profil des victimes. Enfin, Twitter défend une position anti-migrants.

Concernant la polémique du burkini, les trois types de médias ont des discours différents. La presse écrite établit un lien entre le burkini et le terrorisme (et cela se retrouve en entretien avec les journalistes pour comprendre l'existence de cette polémique). Twitter réaffirme, pour sa part, sa

position « anti-migrants ». Quant à la télévision, elle insiste simplement sur l'existence d'une controverse politique et juridique en présentant les arguments « pour » et « contre ».

Enfin, lors de l'attentat de Nice, la presse écrite et Twitter se focalisent notamment sur le contrôle aux frontières, l'expulsion des étrangers et la restriction du droit d'asile. La presse écrite s'interroge également sur la compatibilité entre l'islam et la France et sur la capacité des musulmans à s'intégrer. De son côté, Twitter accuse les ONG de faciliter les attentats terroristes. On a donc, dans la presse écrite et sur Twitter, la diffusion d'un triple amalgame : entre immigration et terrorisme, d'une part, entre musulmans et terrorisme, d'autre part et entre ONG et terrorisme enfin.

Pour les trois événements, les personnes les plus citées par la presse écrite et Twitter sont des hommes politiques, c'est-à-dire des politiciens masculins. La télévision se concentre davantage sur des individus lambdas, interrogés dans la rue, ce qui permet aux femmes d'être représentées à égalité avec les hommes.

Pour ces trois événements, les discours de droite et d'extrême droite sont majoritaires dans tous les médias. En entretien, les journalistes me disent qu'il est normal de traiter le Rassemblement national comme les autres partis, que les résultats électoraux de ce parti justifient la diffusion de son discours ou encore que la droite et l'extrême droite ont davantage de choses à dire sur l'immigration que la gauche et l'extrême gauche.

Sur Twitter, les tweets proviennent principalement d'hommes soutenant Éric Zemmour.

## **Des constats partagés à l'échelle européenne ?**

Marcello Maneri, sociologue à l'Université de Milan Bicocca, [a comparé](#) les résultats de mon rapport avec ceux de cinq autres pays : l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Hongrie. Tous ces rapports ont suivi une même méthode : ils ont analysé le traitement médiatique du terrorisme, des traversées de frontières et des débats sur l'intégration. Ils sont aussi disponibles [sur le site de BRIDGES](#).

Marcello Maneri montre que, pour les six pays, l'immigration est présentée dans les médias comme un problème mais non comme une solution.

Il indique que, pour ces trois types d'événements, les premiers porteurs des récits sont des politiciens masculins. La parole des immigrés est quasi inexistante.

Il fait également le constat d'une surreprésentation des politiciens de droite et d'extrême droite car ces derniers ont une histoire simple sur les « gentils », les « méchants » et les solutions à adopter. Cette simplicité fait ainsi le succès de ces récits.

Selon lui, la France est probablement le pays où le débat national sur l'intégration et la citoyenneté a été le plus brûlant.

## **Quels enseignements tirer ?**

Dans ce travail, j'ai constaté que Le Figaro et Twitter propagent des discours de haine envers les immigrés et les musulmans. Certains termes très contestés sont ainsi utilisés par ces deux médias, tels que le « grand remplacement » (qui est défendu dans des articles du Figaro), la « remigration » (présente sur Twitter), et enfin les expressions « Français de souche » et « islamo-gauchisme » (qui m'ont été données par une journaliste du Figaro en entretien).

Le travail que j'ai mené peut donner des pistes pour contrer ces discours de haine. Voici trois exemples.

Premièrement, d'après les entretiens, il semblerait que les minorités ethniques soient peu représentées chez les journalistes de presse écrite notamment. Des rédactions plus diverses pourraient contribuer à réduire les discours négatifs qui sont portés par la presse écrite en général.

Deuxièmement, concernant les personnes citées, les médias favorisent les hommes politiques de droite et d'extrême droite. Cette représentation pourrait être équilibrée en citant davantage de politiciens de gauche et d'extrême gauche. La voix des femmes et des migrants de première ou nième génération devrait également être encouragée.

Enfin, troisièmement, les discours de haine étant interdits en France, certains articles d'opinion du Figaro devraient être lus par des juristes pour vérifier leur légalité. De même, Twitter devrait être contraint d'améliorer sa détection des discours de haine.

*Propos recueillis par Véronique Etienne, chargée de médiation scientifique au Centre d'études européennes et de politique comparée (Sciences Po - CNRS)*